



Arrêté n° 41-2025-11-21-00002

mettant en demeure la société VAL DE LOIRE GRANULATS de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2016 pour l'exploitation de la carrière de calcaire, la station de traitement et de transit située lieux-dits « Le Dolin » - « Le Bout de la Vallée Poiriou » à Averdon

Le préfet de Loir-et-Cher

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;

Vu le décret du 23 juillet 2025 portant nomination de M. Joseph ZIMET en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 mai 2016 portant autorisation de renouvellement et d'extension de la carrière de calcaire située au lieu-dit « Le Bout de la Vallée Poiriou » à Averdon, et exploitée par la société VAL DE LOIRE GRANULATS, notamment son article 2.3.4.1. - Extraction à sec ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2025-08-25-00002 du 25 août 2025 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées faisant suite à l'inspection du 29 août 2025 et transmis à l'exploitant le 21 octobre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier du 21 octobre 2025 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées le 4 novembre 2025 ;

Considérant que lors de la visite du 29 août 2025, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- Le non-respect de la cote de fond d'extraction qui est prévu avec une cote minimum de 97 m NGF ;
- Le non-respect de la surcote de 1 m par rapport au PHEC de la nappe ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 2.3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2016 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société VAL DE LOIRE GRANULATS de respecter les prescriptions de l'article 2.3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2016 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

ARRÊTE

Article 1^{er} — La société VAL DE LOIRE GRANULATS exploitant une carrière à Averdon (41), située lieux-dits « Le Dolin » - « Le Bout de la Vallée Poiriou » est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2016 susvisé et rappelé ci dessous :

« Le carreau de la carrière a pour cote minimale 97 m NGF au droit de la partie Sud-Ouest de l'extension, et de 98m.NGF au droit des parcelles en renouvellement et de la partie Nord de l'extension.

Le fond de fouille doit toujours se situer à au moins 1 m NGF au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues »

Ces dispositions sont respectées dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 — Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 — Le présent arrêté sera notifié à la société VAL DE LOIRE GRANULATS par lettre recommandée avec avis de réception.

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher pendant au moins deux mois.

Une copie en sera adressée :

— au maire d'Averdon ;

— au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Article 4 — Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire d'Averdon et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **21 NOV. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Faustin GADEN

Délais et voies de recours en page suivante

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le préfet de Loir-et-Cher – 1, place de la République – BP 80101 – 41001 Blois cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé de l'environnement – direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1, place Carpeaux – 92055 Paris-la-Défense cedex.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, au tribunal administratif – 28, rue de la Bretonnerie – 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr